



ΕΦΗΜΕΡΙΣ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ

ΤΟΥ ΒΑΣΙΛΕΙΟΥ ΤΗΣ ΕΛΛΑΔΟΣ

ΕΝ ΑΘΗΝΑΙΣ
ΤΗ 16 ΔΕΚΕΜΒΡΙΟΥ 1972

ΤΕΥΧΟΣ ΠΡΩΤΟΝ

ΑΡΙΘΜΟΣ ΦΥΛΛΟΥ
226

ΠΕΡΙΕΧΟΜΕΝΑ

ΑΠΟΦΑΣΕΙΣ

- Περί έγκρίσεως πρακτικών των συζητήσεων μεταξύ των Αντιπροσωπειών του Βασιλείου της Ελλάδος και των Αντιπροσωπειών της Ισλαμικής Δημοκρατίας της Μαυριτανίας, περί άλιείας. 1
- Περί έγκρίσεως της από 9 Σεπτεμβρίου 1972 συναφθείσης συμφωνίας μεταξύ της Βασιλικής Ελληνικής Πρεσβείας εν Οττάβα και του Καναδικού Υπουργείου Εμπορικής και Βιομηχανικής Πολιτικής, εν σχέσει προς τας εισαγωγάς βαμβάκερων νημάτων εξ Ελλάδος εις Καναδάν. 2

ΑΠΟΦΑΣΕΙΣ

(1)

Αριθ. 0542/M2331, 2349

Περί έγκρίσεως πρακτικών των συζητήσεων μεταξύ των Αντιπροσωπειών του Βασιλείου της Ελλάδος και των Αντιπροσωπειών της Ισλαμικής Δημοκρατίας της Μαυριτανίας, περί άλιείας.

ΟΙ ΥΠΟΥΡΓΟΙ

ΕΞΩΤΕΡΙΚΩΝ ΟΙΚΟΝΟΜΙΚΩΝ ΕΘΝ. ΟΙΚΟΝΟΜΙΑΣ

Έχοντες υπ' όψιν την Έλληνομαυριτανικήν Συμφωνίαν Άλιείας την υπογραφέισαν εν Νουαξότ την 20ήν Ιουνίου 1969 και κυρωθείσαν διά του Ν.Δ. υπ' αριθ. 731 της 24ης Νοεμβρίου 1970 Φ.Ε.Κ. 286/28-12-1970 (Τεύχος Α'), αποφασίζομεν:

Έγκρίνομεν τὰ υπογραφέντα την 28ην Σεπτεμβρίου 1970 και την 22αν Δεκεμβρίου 1971 εν Νουαξότ και εν Αθήναις αντίστοιχως πρακτικά των συζητήσεων μεταξύ των Αντιπροσωπειών του Βασιλείου της Ελλάδος και των Αντιπροσωπειών της Ισλαμικής Δημοκρατίας της Μαυριτανίας περί άλιείας.

Τὰ κείμενα των άνωτέρω πρακτικών έπονται εν πρωτοτύπω εις την γαλλικήν γλώσσαν και εν μεταφράσει εις την ελληνικήν.

Έν Αθήναις τη 10 Νοεμβρίου 1972

ΟΙ ΥΠΟΥΡΓΟΙ

Ο ΠΡΩΘΥΠΟΥΡΓΟΣ

ΚΑΙ ΥΠΟΥΡΓΟΣ ΕΞΩΤΕΡΙΚΩΝ

ΓΕΩΡΓΙΟΣ ΠΑΠΑΔΟΠΟΥΛΟΣ

ΕΘΝΙΚΗΣ ΟΙΚΟΝΟΜΙΑΣ

ΝΙΚΟΛΑΟΣ ΕΦΕΣΙΟΣ

ΟΙΚΟΝΟΜΙΚΩΝ

ΙΩΑΝΝΗΣ ΚΟΥΛΗΣ

MINISTERE DES PECHEES

ET DE LA MARINE

MARCHANDE

REPUBLIQUE ISLAMIQUE DE MAURITANIE

HONNEUR - FRATERNITE - JUSTICE

PROCES - VERBAL DE REUNION

A l'occasion du renouvellement des autorisations de pêche accordées aux chalutiers grecs, une délégation du Royaume de Grèce conduite par Son Excellence l'Am-bassadeur Kapsambélis et composée de:

MM.

- Sarafis, expert en problèmes de pêche auprès du Ministère Hellenique de l'Agriculture,
- Lascaridis: représentants de l'Union des Arma-
- Stratigakis: teurs de la pêche d'Outre-Mer.

et une délégation Mauritanienne conduite par M. Ibra-hima Kane, Secrétaire général du Ministère des Pêches et de la Marine Marchande et comprenant;

MM.

- N' Dao, Gouverneur de la 8ème région, Chef du La-boratoire des Pêches et de la Circonscription Maritime de Nouadhibou,

- Ibrahima Ba, Directeur des Pêches,
 - Mamadou Kane, Chef de la Division de la Coopéra-tion bilatérale et multilatérale au Ministère des Affai-res Etrangères,
- se sont réunies du 25 au 28 septembre 1970 au Ministère des Pêches et de la Marine Marchande à Nouakchott.

Les discussions qui ont eu lieu entre les deux délégations ont porté sur l'application de certaines disposi-tions de l'accord mauritano-Hellénique signé le 20 juin 1969, notamment en ce qui concerne:

- l'embarquement des marins Mauritaniens à bord des chalutiers grecs,
- le régime social applicable aux marins embarqués,
- l'importation en Grèce du poisson mauritanien.

Les deux délégations ont convenu de ce qui suit:

(1) Embarquement des marins mauritaniens à bord des chalutiers grecs:

- Cet embarquement se fera à raison de
- 1 marin par unité pour les chalutiers appartenant au groupe I,

- 2 marins par unités pour les chalutiers du groupe II à l'exception des navires Kiknos I, Kiknos II et Zephi-

ros III à bord desquels il n'y aura qu'un seul marin mauritanien,

- 3 marins par unité pour les chalutiers des groupes III et IV.

Trois unités viennent s'ajouter à la liste des chalutiers grecs annexée à l'accord Mauritano-Hellénique de pêche, ce sont:

- Zephros III dans le groupe II
- Spiros K - dans le groupe III
- Atlantis - dans le groupe IV.

Une unité s'en retranche:

Evangelistria 6, du groupe I.

La délégation mauritanienne recommande que ne soient pris à bord des chalutiers du groupe I que des marins bénéficiant d'une certaine expérience.

L'embarquement de marins mauritaniens ne peut se faire que par l'intermédiaire de l'autorité maritime Mauritanienne.

Tout marin candidat à l'embarquement doit présenter un certificat sanitaire attestant son aptitude à «prendre la mer» ou toute pièce en tenant lieu et son livret professionnel.

Le capitaine du bateau requérant a le droit de choisir parmi les candidats qui lui sont présentés, ceux qui lui semblent les plus aptes à remplir les rôles qui leur seront dévolus à bord du bateau. Il peut notamment récuser un marin sur lequel il aurait eu des informations défavorables.

Une fois à bord, le marin mauritanien ne peut être débarqué que devant une autorité mauritanienne (autorité maritime mauritanienne ou Consul de Mauritanie), avec un préavis d'au moins 24 heures. Les frais de son rapatriement, si le débarquement a lieu dans un port non mauritanien, sont à la charge de l'armateur.

Dans le cas où un marin mauritanien manifesterait le désir de quitter un bateau de son propre gré il doit signer devant témoins une décharge au capitaine du bateau concerné qui avisera immédiatement l'autorité maritime. Il en sera de même en cas de fuite ou de disparition. Dans tous les cas, le capitaine du bateau à bord duquel se trouvait le marin débarqué, en fuite ou disparu devra envoyer à l'autorité maritime un rapport circonstancié précisant les conditions dans lesquelles s'est produit «l'événement».

Les marins auront à prendre connaissance avant leur embarquement du contenu d'une lettre-modèle de «débarquement volontaire» qu'ils auront à signer en cas de besoin ou sur laquelle ils auront à apposer leur empreinte digitale.

Dans ce cas particulier les frais de rapatriement ne sont à la charge de l'armateur que si le marin a travaillé à bord pendant au moins 6 mois successifs.

(2) Salaires, Congés et Accessoires.

Le salaire mensuel de base du marin Mauritanien embarqué à bord d'un chalutier grec reste fixé à 35.000 CFA.

Il bénéficie d'autre part:

- de la nourriture à bord ou d'une indemnité de nourriture en cas de non fonctionnement de la cuisine de bord, lorsque le marin est à terre (congé ou repos).
- d'un congé payé de 24 jours/an et d'un jour de repos tous les 15 jours; ce repos pourra être octroyé compensé ou décompté au moment de la mise du marin en congé.

Le congé n'est exigible qu'après 6 mois de travail à bord, néanmoins en cas de rupture prématurée de contrat, les jours de congé et de repos auxquels il a droit lui seront comptés quelle que soit la durée de son séjour à bord,

- d'une assurance accidents de travail et maladies professionnelles, cette assurance sera souscrite auprès de la caisse nationale de sécurité sociale à Nouadhibou, après accord de l'union des armateurs grecs.

(3) Importation de Poisson Congelé Mauritanien en Grèce.

La délégation mauritanienne a souligné que le contingent de 3.000 tonnes/an prévu dans l'accord (c de l'article 2) n'a pas été accordé par le gouvernement grec pendant la première année de l'accord et a demandé à ses interlocuteurs de mettre en pratique aux cours de l'année à venir cette clause du contrat.

La délégation Hellénique s'est engagée à faire respecter cette clause tout en précisant que durant 3 ou 4 mois de l'année les importations de poisson pourraient être limitées, voire interdites par son gouvernement. [La délégation mauritanienne a pris note de ce fait et a demandé qu'une délégation des armateurs se rende à Nouadhibou pour étudier avec les industriels mauritaniens les périodes, qualités et prix du poisson devant entrer dans ce contingent.

(4) Questions Diverses.

La délégation Hellénique a demandé qu'un certain nombre de bateaux soient autorisés à pêcher la crevette dans les eaux mauritaniennes. La partie mauritanienne n'a pas exclu cette éventualité mais la surbordonne à l'étude des résultats de la campagne déjà pratiquée au cours de la première année par des crevettiers Grecs. Elle a rappelé que la communication des résultats de cette étude aux autorités compétentes mauritaniennes était une des conditions fondamentales d'octroi de licences de pêche à la crevette à ces navires grecs et a déploré que cette communication ne lui ait pas été faite.

La délégation mauritanienne n'a pas retenu la demande formulée par la délégation Hellénique pour l'octroi d'une licence de pêche au navire Rea qui possède à bord une fabrique de farine de poisson, et ceci en vertu de l'article premier de l'accord du 20 Juin.

Dans le souci de diversifier les formations des marins à bord et de faire embarquer des mécaniciens sortant de la section mécanique mer du centre Mamadou Touré, la délégation mauritanienne a accueilli favorablement la proposition Hellénique qui lui a été faite dans ce sens et a demandé à la délégation grecque de lui fournir la liste de ses possibilités. Elle informera elle-même périodiquement le groupement des armateurs grecs du nombre et de la qualification des marins qu'elle désire voir embarquer.

Les deux délégations se sont félicitées de l'esprit d'amicale collaboration dans lequel les entretiens se sont déroulés et la séance a été levée le 28-9-70.

Pour la délégation Nouakchott,

Grecque L'Ambassadeur le 28 septembre 1970
KAPSAMBELIS

Pour la délégation
Mauritanienne
Le Secrétaire Général
IBRAHIMA KANE

ΥΠΟΥΡΓΕΙΟΝ ΑΛΙΕΙΑΣ
ΚΑΙ ΕΜΠΟΡΙΚΗΣ ΝΑΥΤΙΛΙΑΣ

ΙΣΛΑΜΙΚΗ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑ ΤΗΣ ΜΑΥΡΙΤΑΝΙΑΣ
ΤΙΜΗ — ΑΔΕΛΦΟΤΗΣ — ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗ

ΠΡΑΚΤΙΚΟΝ ΣΥΝΕΔΡΙΑΣΕΩΣ

Ἐπὶ τῇ εὐκαιρίᾳ τῆς ἀνανεώσεως τῶν ἀδειῶν ἀλιείας, τῶν χορηγηθεῖσων εἰς τὰ Ἑλληνικὰ ἀλιευτικά, μίᾳ ἀντιπροσω-

πεία τῆς Ἑλλάδος, ὑπὸ τὴν ἡγεσίαν τῆς Αὐτοῦ Ἐξοχότητος τοῦ Πρεσβευτοῦ κ. Καψαμπέλη, καὶ συγκειμένη ἀπὸ : τοὺς κ.κ. Σαράφη, ἐμπειρογνώμονα εἰς ἀλιευτικὰ θέματα παρὰ τῷ Ἑλληνικῷ Ὑπουργεῖῳ Γεωργίας.

Λασκαριδῆ, - Στρατηγὰν ἀντιπροσώπους τῆς ἐνώσεως τῶν Ἐφοπλιστῶν Ἀλιείας Ἀνοικτῆς Θαλάσσης.

καὶ μία Μαυριτανικὴ ἀντιπροσωπεία, ὑπὸ τὴν ἡγεσίαν τοῦ κ. Ἰμπραχίμα Κάνε, Γενικοῦ Γραμματέως τοῦ Ὑπουργείου Ἀλιείας καὶ Ἐμπορικῆς Ναυτιλίας καὶ συγκειμένη ἀπὸ τοὺς κ.κ. :

Ν' Ντάο, Διοικητὴν τῆς 8ης περιοχῆς, Προϊστάμενον τοῦ Ἐργαστηρίου τῆς Ἀλιείας καὶ τῆς Ναυτικῆς Περιφερείας τοῦ Νουαντιμπού,

— Ἰμπράχιμα Μπά, Διευθυντὴν τῆς Ἀλιείας,

— Μαμαντού Κάνε, Προϊστάμενον τοῦ Τμήματος τῆς διμεροῦς καὶ πολυμεροῦς Συνεργασίας παρὰ τῷ Ὑπουργεῖῳ Ἐξωτερικῶν,

συνήλθον ἀπὸ τῆς 25ης μέχρι τῆς 28ης Σεπτεμβρίου 1970 ἐν τῷ Ὑπουργεῖῳ Ἀλιείας καὶ Ἐμπορικῆς Ναυτιλίας ἐν Νουαόττ.

Αἱ συζητήσεις αἰτνες ἔλαβον χώραν μεταξὺ τῶν δύο ἀντιπροσωπειῶν, ἦσαν σχετικαὶ μὲ τὴν ἐφαρμογὴν ὠρισμένων διατάξεων τῆς Μαυριτανό - Ἑλληνικῆς Συμφωνίας, ὑπογραφείσης τῇ 20ῇ Ἰουνίου 1969, ἰδίως ὅσον ἀφορᾷ :

— τὴν ἐπιβίβασιν τῶν Μαυριτανῶν ναυτῶν ἐπὶ τῶν Ἑλληνικῶν ἀλιευτικῶν.

— τὸ κοινωνικὸν καθεστῶς τὸ ἐφαρμόστέον ἐπὶ τῶν ἐπιβιβαζομένων ναυτῶν,

— τὴν ἐν Ἑλλάδι εἰσαγωγὴν τῶν μαυριτανικῶν ἰχθύων.

Αἱ δύο ἀντιπροσωπεῖαι συνεφώνησαν τὰ ἑξῆς :

(1) - Ἐπιβίβασιν τῶν μαυριτανῶν ναυτῶν ἐπὶ τῶν Ἑλληνικῶν ἀλιευτικῶν :

— Ἡ ἐπιβίβασιν αὕτη θὰ διενεργηθῇ ἐν ἀναλογίᾳ I ναύτου κατὰ μονάδα διὰ τὰ ἀλιευτικὰ τὰ ἀνήκοντα εἰς τὴν ὁμάδα I,

— 2 ναυτῶν κατὰ μονάδα διὰ τὰ ἀλιευτικὰ τῆς ὁμάδος II, ἐξαιρέσει τῶν πλοίων «ΚΥΚΝΟΣ I», «ΚΥΚΝΟΣ II» καὶ «ΖΕΦΥΡΟΣ III» ἐπὶ τῶν ὁποίων δὲν θὰ ὑπάρχῃ παρὰ μόνον εἰς μαυριτανὸς ναύτης.

— 3 ναυτῶν κατὰ μονάδα διὰ τ' ἀλιευτικὰ τῶν ὁμάδων III καὶ IV.

Τρεῖς μονάδες ἔρχονται νὰ προστεθῶσιν εἰς τὸν κατάλογον τῶν Ἑλληνικῶν ἀλιευτικῶν, τὸν προσηρημένον εἰς τὴν Μαυριτανό - Ἑλληνικὴν συμφωνίαν ἀλιείας, αἰτνες καὶ εἶναι :

— «ΖΕΦΥΡΟΣ III» ἐν τῇ ὁμάδῃ II,

— «ΣΠΥΡΟΣ Κ.» ἐν τῇ ὁμάδῃ III,

— «ΑΤΑΝΤΙΣ» ἐν τῇ ὁμάδῃ IV.

Μία μονὰς διαγράφεται :

— «ΕΥΑΓΓΕΛΙΣΤΡΙΑ», τῆς ὁμάδος I.

Ἡ Μαυριτανικὴ Ἀντιπροσωπεία, συνιστᾷ ὅπως θὰ ἔδει νὰ προσλαμβάνωνται ἐπὶ τῶν Ἑλληνικῶν ἀλιευτικῶν τῆς ὁμάδος I, μόνον ναῦται ἀπολαύοντες μιᾶς ὠρισμένης πείρας.

Ἡ ἐπιβίβασιν τῶν μαυριτανῶν ναυτῶν δὲν δύναται νὰ πραγματοποιηθῇ παρὰ μόνον διὰ τῆς μεσολαβήσεως τῆς Μαυριτανικῆς ναυτικῆς ἀρχῆς.

Πᾶς ναύτης ὑποψήφιος δι' ἐπιβίβασιν, δέον νὰ παρουσιάσῃ ἐν ὑγειονομικὸν πιστοποιητικόν, βεβαιοῦν τὴν ἱκανότητά του ὅπως ἀποπλεύσῃ ἐν θαλάσῃ» ἢ πᾶν ἄλλο ἔγγραφον ἐπέχον ἀνάλογον θέσιν καὶ τὸ ἐπαγγελματικὸν βιβλιᾶριον του.

Ὁ πλοίαρχος τοῦ αἰτοῦντος πλοίου ἔχει τὸ δικαίωμα νὰ ἐπιλέξῃ, μεταξὺ τῶν παρουσιαζομένων αὐτῷ ὑποψηφίων, αὐτοὺς οἵτινες τῷ φαίνονται οἱ πλέον κατάλληλοι διὰ νὰ πληρώσωσι τοὺς ρόλους δι' οὓς προορίζονται ἐπὶ τοῦ πλοίου. Δύναται ἰδίως ν' ἀρνηθῇ ἕναν ναύτην διὰ τὸν ὁποῖον θὰ εἶχε δυσμενεῖς πληροφορίες.

Ἀφοῦ ἐπιβιβασθῇ τοῦ πλοίου, ὁ μαυριτανὸς ναύτης δὲν δύναται ν' ἀποβιβασθῇ παρὰ μόνον ἐνώπιον μιᾶς μαυριτανικῆς ἀρχῆς, (ναυτικῆς ἀρχῆς μαυριτανικῆς ἢ πρόξενος τῆς Μαυριτανίας), μὲ μιαν προειδοποίησιν τοῦλάχιστον 24 ὥρων. Τὰ ἔξοδα ἐπιβίβασιν καὶ ἀποβίβασιν λαμβάνει ὁ ναύτης.

εἰς ἕνα λιμένα μὴ μαυριτανικὸν εἶναι εἰς βάρος τοῦ ἐφοπλιστοῦ.

Ἐν περιπτώσει καθ' ἣν εἰς ναύτης μαυριτανὸς θὰ ἐξεδήλωνε τὴν ἐπιθυμίαν νὰ ἐγκαταλείψῃ τὸ πλοῖον οἰκείᾳ βουλήσει, δέον νὰ υπογράψῃ ἐνώπιον μαρτύρων, μιαν ἀπαλλαγὴν τοῦ ἐνδιαφερομένου πλοίαρχου τοῦ πλοίου, ὅστις καὶ θὰ εἰδοποιήσῃ ἀμέσως τὴν ναυτικὴν ἀρχήν. Θὰ συμβῇ τὸ αὐτὸ ἐν περιπτώσει φυγῆς ἢ ἐξαφανίσεως. Εἰς ἀπάσας τὰς περιπτώσεις, ὁ πλοίαρχος ἐπὶ τοῦ πλοίου τοῦ ὁποίου εὐρίσκειτο ὁ ἀποβιβασθεὶς, ἐν φυγῇ ἢ ἐξαφανισθεὶς ναύτης, δέον ν' ἀπευθύνῃ πρὸς τὴν ναυτικὴν ἀρχήν, μιαν λεπτομερῆ ἀναφορὰν, ἐν ᾗ νὰ διευκρινίσῃ τὰς συνθήκας ὑφ' ἃς ἐπραγματοποιήθη τὸ «γεγονός».

Οἱ ναῦται θὰ πρέπει νὰ λάβωσι γνῶσιν πρὸ τῆς ἐπιβιβάσεως τῶν, τοῦ περιεχομένου ἐνὸς ὑποδείγματος - ἐπιστολῆς «ἀποβιβάσεως ἠθελημένης», ἣν θὰ πρέπει νὰ υπογράψωσιν ἐν περιπτώσει ἀνάγκης ἢ ἐπὶ τῆς ὁποίας θὰ πρέπει νὰ ἐπιθέσωσιν τὰ δακτυλικά των ἀποτυπώματα.

Ἐν τῇ ἰδιαιτέρᾳ αὐτῇ περιπτώσει, τὰ ἔξοδα τοῦ ἐπαναπατρισμοῦ δὲν εἶναι εἰς βάρος τοῦ ἐφοπλιστοῦ παρὰ μόνον ἐάν ὁ ναύτης εἰργάσθῃ ἐπὶ τοῦ πλοίου τοῦλάχιστον ἐπὶ 6 συνεχεῖς μῆνας.

(2) — Ἀμοιβαί, ἄδειαι καὶ ἐξαρτήματα.

Ἡ βασικὴ ἀμοιβὴ τοῦ Μαυριτανοῦ ναύτου, τοῦ ἐπιβιβασθέντος ἐφ' ἐνὸς Ἑλληνικοῦ ἀλιευτικοῦ, μένει καθορισμένη εἰς CFA. 35.000

Ἀπολαμβάνει δὲ ἐξ ἄλλου, τῶν ἐξῆς :

— τῆς διατροφῆς ἐπὶ τοῦ πλοίου ἢ μιᾶς ἀποζημιώσεως διατροφῆς ἐν περιπτώσει μὴ λειτουργίας τοῦ ἐπὶ τοῦ πλοίου μαγειρείου, ὅταν ὁ ναύτης εὐρίσκειται ἐπὶ τῆς ξηρᾶς (ἀδείας ἢ ἀνάπαυσις).

— μιᾶς πληρωμένης ἀδείας ἐξ 24 ἡμερῶν κατ' ἔτος καὶ μιᾶς ἡμέρας ἀναπαύσεως κάθε 15 ἡμέρας · ἡ ἀνάπαυσις αὕτη δύναται νὰ χορηγηθῇ συμψηφισμένη ἢ ἀφαιρουμένη κατὰ τὴν στιγμὴν τῆς θέσεως τοῦ ναύτου ἐπ' ἀδείᾳ.

Ἡ ἄδεια δὲν εἶναι ἀπαιτητὴ παρὰ μόνον κατόπιν 6 μηνῶν ἐργασίας ἐπὶ τοῦ πλοίου, ἀλλὰ ἐν τούτοις, ἐν περιπτώσει πρώτου διακοπῆς τοῦ συμβολαίου, αἱ ἡμέραι διακοπῆς καὶ ἀναπαύσεως ἐφ' ὧν ἔχει δικαίωμα, θὰ τῷ ὑπολογισθῶσι, οἰαδήποτε καὶ ἐάν εἶναι ἡ διάρκειά τῆς παραμονῆς του ἐπὶ τοῦ πλοίου.

— Μιᾶς ἀσφαλείας δι' ἀτυχήματα ἐργασίας καὶ ἐπαγγελματικὰς ἀσθενείας, τῆς ἀσφαλείας αὐτῆς οὗσης ἐγγεγραμμένης παρὰ τῷ Ἐθνικῷ Ταμείῳ Κοινωνικῆς Ἀσφαλίσεως ἐν Νουαντιμπού, κατόπιν συμφωνίας τῶν Ἑλληνικῶν ἐφοπλιστῶν.

(3) — Εἰσαγωγὴ κατεψυγμένων Μαυριτανικῶν ἰχθύων ἐν Ἑλλάδι

Ἡ Μαυριτανικὴ ἀντιπροσωπεία ὑπεγράμμισεν ὅτι ἡ καθορισθεῖσα ποσότης τῶν 3.000 τόννων κατ' ἔτος, ἡ προβλεφθεῖσα ἐν τῇ συμφωνίᾳ (γ) τοῦ ἀρθροῦ 2) δὲν ἐχορηγήθη ὑπὸ τῆς Ἑλληνικῆς Κυβερνήσεως κατὰ τὸ πρῶτον ἔτος τῆς συμφωνίας καὶ ἐζήτησεν ἀπὸ τοὺς συνομιλητάς της, νὰ θέσουν ἐν ἐνεργείᾳ κατὰ τὴν διάρκειαν τοῦ ἐλευσομένου ἔτους, αὐτὸν τὸν ὅρον τῆς Συμφωνίας.

Ἡ Ἑλληνικὴ ἀντιπροσωπεία ἀνέλαβεν ὑποχρέωσιν ὅπως αὐτὸς ὁ ὅρος γίνῃ σεβαστός, διευκρινίζουσα συγχρόνως ὅτι κατὰ τὴν διάρκειαν 3 ἢ 4 μηνῶν τοῦ ἔτους, αἱ εἰσαγωγαὶ ἰχθύων θὰ ἠδύνατο νὰ ὦσι περιορισμένα προσέτι δὲ καὶ ἀπηγορευμένα ὑπὸ τῆς Κυβερνήσεώς της. Ἡ Μαυριτανικὴ ἀντιπροσωπεία ἔλαβεν σημείωσιν αὐτοῦ τοῦ γεγονότος καὶ ἐζήτησεν ὅπως μία ἀντιπροσωπεία τῶν ἐφοπλιστῶν μεταβῇ εἰς Νουαντιμπού, ἵνα μελετήσῃ ὁμοῦ μετὰ τῶν μαυριτανῶν βιομηχάνων, τὰς περιόδους, ποιότητος καὶ τιμὰς τῶν ἰχθύων οἵτινες δέον νὰ εἰσαχθῶν ἐντὸς τῆς καθορισθείσης ποσότητος.

(4) Διάφορα ζητήματα

Ἡ Ἑλληνικὴ ἀντιπροσωπεία ἐζήτησε ὅπως ἀριθμὸς τις ἀλιευτικῶν λάβῃ τὴν ἄδειαν ν' ἀλιεύῃ τὴν γαρίδα ἐντὸς τῶν μαυριτανικῶν ὑδάτων. Τὸ Μαυριτανικὸν μέρος, δὲν

ἀπέκλεισε αὐτὸ τὸ ἐνδεχόμενον, ἀλλὰ τὸ συνδέει μὲ τὴν μελέτην τῶν ἀποτελεσμάτων τῆς ἤδη πραγματοποιηθείσης πειραματικῆς Ἀλιείας κατὰ τὴν διάρκειαν τοῦ πρώτου ἔτους, ὑπὸ τῶν Ἑλληνικῶν γαριδοπλοίων. Ὑπενθύμισε δὲ ὅτι ἡ γνωστοποίησις εἰς τὰς ἀρμοδίας Μαυριτανικὰς ἀρχὰς τῶν ἀποτελεσμάτων αὐτῆς τῆς μελέτης, ἦτο εἰς ἐκ τῶν βασικῶν ὁρῶν διὰ τὴν χορήγησιν ἀδειῶν ἀλιείας γαρίδας εἰς αὐτὰ τὰ Ἑλληνικὰ ἀλιευτικά καὶ μάλιστα ἐξέφρασε τὴν λύπην τῆς διότι τοιαύτη γνωστοποίησις δὲν τῆς ἐγένετο εἰσέτι.

Ἡ Μαυριτανικὴ ἀντιπροσωπεΐα δὲν ἀπεδέχθη τὴν διατυπωθεῖσαν αἴτησιν ὑπὸ τῆς Ἑλληνικῆς ἀντιπροσωπεΐας διὰ τὴν χορήγησιν μιᾶς ἀδείας εἰς τὸ ἀλιευτικὸν πλοῖον «ΡΕΑ», ὅπερ διαθέτει ἐπ' αὐτοῦ ἐν ἐργοστάσιον κατασκευῆς ἰχθυαλείου, καὶ τοῦτο δυνάμει τοῦ ἄρθρου πρώτου τῆς συμφωνίας τῆς 20ῆς Ἰουνίου.

Ἐν τῇ ἐπιθυμίᾳ νὰ διαφοροποιήσῃ τὴν ἐπιμόρφωσιν τῶν ἐπιβιβαζομένων ἐπὶ τῶν σκαφῶν ναυτῶν, καὶ νὰ ἐπιβιβάσῃ μηχανικοὺς ἐξερχομένους τοῦ Τμήματος Μηχανικῶν Θαλάσσης τοῦ Κέντρου Μαμαντού Τουρέ, ἡ Μαυριτανικὴ ἀντιπροσωπεΐα ἀπεδέχθη εὐμενῶς τὴν Ἑλληνικὴν πρότασιν, ἥτις τῆς ἐγένετο, ἐντὸς τῆς ἐννοίας αὐτῆς καὶ ἐζήτησεν ἀπὸ τὴν Ἑλληνικὴν ἀντιπροσωπεΐαν ὅπως τὴν ἐφοδιάσῃ μὲ κατάλογον αὐτῶν τῶν δυνατοτήτων. Θὰ γνωστοποιῇ αὐτῇ περιοδικῶς εἰς τὴν ὁμάδα τῶν Ἑλλήνων ἐφοπιστῶν, διὰ τὸν ἀριθμὸν καὶ τὰς εἰδικότητας τῶν ναυτῶν οὓς θὰ ἐπεθύμει αὕτη νὰ ἴδῃ ἐπιβιβαζομένους.

Αἱ δύο ἀντιπροσωπεΐαι συνεχάρησαν ἑαυτὰς διὰ τὸ Πνεῦμα φιλικῆς συνεργασίας ἐν τῷ ὁποίῳ αὐταὶ αἱ συνδιαλέξεις ἐξετυλίχθησαν καὶ ἡ συνεδρίασις ἤρθη τῇ 28.9.70.

Νουακσχόττ, τῇ 28 Σεπτεμβρίου 1970

Διὰ τὴν Ἑλληνικὴν Ἀντιπροσωπεΐαν

Ὁ Πρεσβευτὴς
ΚΑΨΑΜΠΕΛΗΣ

Διὰ τὴν Μαυριτανικὴν Ἀντιπροσωπεΐαν

Ὁ Γενικὸς Γραμματεὺς
IMIPAXIMA KANE

PROCES - VERBAL

DES CONVERSATIONS ENTRE UNE DELEGATION DU ROYAUME DE GRECE ET UNE DELEGATION DE LA REPUBLIQUE ISLAMIQUE DE MAURITANIE RELATIVES A LA PECHE

Des conversations entre les Délégations précitées se sont déroulées à Athènes du 20 au 22 décembre 1971 dans un climat de compréhension mutuelle et de cordialité.

Y ont participé :

1. Du côté hellénique :

Président :

S. E. M. Antoine Corantis, Ministre Plénipotentiaire, Directeur aux Affaires Economiques du Ministère des Affaires Etrangères.

Membres :

— M. Charalambos Sarafis, Chef de section du Département de la Pêche auprès du Ministère de l'Economie Nationale.

— M. Constantin Critharas, Sous-Directeur auprès de la Banque Agricole de Grèce.

— M. Anastase Scopelitis, Secrétaire d' Ambassade.

— M. Constantin Lascaridis, Représentant de l'Union des Armateurs grecs de la pêche d' outre-mer, expert.

— M. Elefthérios Stratigakis, Représentant de l'Union des Armateurs grecs de la pêche d'outre-mer, expert.

— M. Constantin Zagoras, Représentant de l'Union des Armateurs grecs de la pêche d'outre-mer, expert.

2. Du côté mauritanien :

Président :

S. E. M. Sidi Bouna Ould Sidi, Ambassadeur,

Membres :

— M. Ibrahima Ba, Directeur des Pêches auprès du Ministère du Développement Industriel.

— M. El Wali N'dao, Chef du Laboratoire des Pêches et Chef de la Circonscription Maritime de Nouadhibou.

Les deux Délégations ont examiné les points suivants se rapportant à l'application de l'accord gréco-mauritanien, signé à Nouakchott le 20 Juin 1969 :

1) Situation générale des marins mauritaniens embarqués à bord des bateaux grecs ;

2) Régime des licences de pêche accordées aux bateaux grecs ;

3) Contingent de poisson mauritanien à importer en Grèce.

Les deux Délégations ont convenu de veiller à l'avenir à l'application des conditions concernant ces points et définies dans ledit accord.

La Délégation mauritanienne a fait état de l'évolution des conditions qui prévalaient lors de la signature de l'accord et a manifesté le désir de lui apporter certains aménagements. Ceux-ci rapportent :

1) Au nombre et au tonnage des bateaux grecs susceptibles de bénéficier d'autorisations de pêche dans les eaux mauritaniennes ;

2) Au régime des produits de la pêche de ces bateaux ;

3) Au taux de la redevance à payer ;

4) Au nombre de marins Mauritaniens à embarquer à bord des bateaux autorisés.

La Délégation hellénique a évoqué les points suivants :

1) Poursuite de la campagne expérimentale de pêche à la crevette pour l'année 1972 ;

2) Procédure à observer en cas d'arraisonnement d'un navire grec autorisé pour délit de maillage.

Les deux Délégations, après un examen approfondi des différents points soulevés, ont convenu de ce qui suit :

1a. Le nombre de bateaux grecs susceptibles de bénéficier d'autorisations de pêche dans les eaux Mauritaniennes pour l'année 1972 est fixé à 23 au plus pour un tonnage d'enregistrement global maximum de 12.000 tonnes de jauge brute.

b. Les bateaux acquitteront une redevance de pêche fixée à 6875 Francs C.F.A. par tonneau de jauge brute et par an.

c. Les autorisations de pêche seront délivrées dans le cadre d'une année civile (du 1er janvier au 31 décembre), sur présentation d'une attestation de versement du montant total de la redevance au compte ouvert à cet effet en Mauritanie.

2a. La Délégation mauritanienne, a exprimé le souhait de voir la partie grecque s'intéresser davantage aux activités des industries de pêche de Nouadhibou et envisager la possibilité d'un débarquement à terre de la totalité des produits de la pêche des bateaux congélateurs grecs.

b. La délégation hellénique, tout en reconnaissant le fondement de la demande mauritanienne, a fait état des limitations techniques qui ne lui permettent pas

de donner dans l'immédiat une suite satisfaisante à cette demande.

Toutefois, ce point particulier fera l'objet d'une étude de la part de la partie grecque qui présentera des propositions concrètes à ce sujet à la partie mauritanienne lors de la réunion bilatérale qui se tiendra avant la fin de l'année 1972.

3a. Le nombre des marins Mauritaniens à embarquer à bord des bateaux grecs est réajusté comme suit:

Groupe I : 1 marin par bateau,

Groupe II : 3 marins par bateau,

Groupe III : 4 marins par bateau,

Groupe IV : 5 marins par bateau,

Dérogation est accordée aux navires Kiknos I, Kiknos II et Zephros III du Groupe II qui ne prendront chacun à leur bord que 2 marins mauritaniens.

b. La délégation mauritanienne exprime le vœu que les armateurs grecs ne se considèrent pas limités par le réajustement ci-dessus et prennent à bord de leurs bateaux le plus grand nombre possible de marins mauritaniens. La Délégation hellénique prend bon acte de ce vœu.

c. Les modalités d'embarquement et débarquement, ainsi que le régime social des marins mauritaniens à bord des bateaux grecs seront ceux définis dans le procès-verbal signé le 28 septembre 1970 à Nouakchott.

d. Un certain nombre de postes qualifiés, dans la limite du nombre total défini ci-dessus, pourrait être mis à la disposition de la partie mauritanienne sur sa demande.

4a. Sur la demande de la Délégation hellénique, la Délégation Mauritanienne a admis le principe de la poursuite de la campagne expérimentale de pêche à la crevette pour l'année 1972.

b. Les bateaux grecs susceptibles de bénéficier de licences de pêche à la crevette devront :

— avoir au plus 400 tonneaux de jauge brute;

— bénéficier, pour l'année en cours, d'une licence de pêche ordinaire;

— acquitter une redevance supplémentaire fixée à 9.300 Francs C.F.A. par tonneau de jauge brute et pour une période de 4 mois allant de septembre à décembre;

— s'abstenir d'utiliser un filet de moins de 60 m.m. de maillage en dehors de la période de pêche définie ci-dessus et de la zone délimitée pour cette pêche.

— Les licences de pêche à la crevette seront délivrées dans la période qui précède la saison de pêche définie plus haut et selon les mêmes modalités que les licences ordinaires.

5. En cas d'arraisonnement d'un navire pour délit de maillage, après constatation de ce délit par un agent mauritanien compétent, le navire sera dispensé d'interrompre sa pêche pour se rendre à un port mauritanien aux conditions suivantes :

a) Le filet faisant l'objet du délit sera saisi s'il présente des anomalies réparties sur toute sa longueur. Si celles-ci ne portent que sur la poche du filet, cette dernière seule fera l'objet d'une saisie.

b) Remise à l'agent verbalisateur d'une lettre du capitaine du navire arraisonné, par laquelle il s'engage solidairement avec son armateur à réparer les dommages résultant de son infraction dans les 10 jours qui suivent l'incident.

Fait à Athènes, le 22 décembre 1971, en double exemplaire en langue française, les deux textes faisant également foi.

Pour le Gouvernement
du Royaume de Grèce

Pour le Gouvernement
de la République Islamique de Mauritanie

ANTOINE CORANTIS

SIDI ROUNA OULD SIDI

ΠΡΑΚΤΙΚΑ

ΤΩΝ ΣΥΖΗΤΗΣΕΩΝ ΜΕΤΑΞΥ ΑΠΟΣΤΟΛΗΣ ΤΟΥ ΒΑΣΙΛΕΙΟΥ ΤΗΣ ΕΛΛΑΔΟΣ ΚΑΙ ΑΠΟΣΤΟΛΗΣ ΤΗΣ ΙΣΛΑΜΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ ΤΗΣ ΜΑΥΡΙΤΑΝΙΑΣ ΠΕΡΙ ΑΛΙΕΙΑΣ

Από 20 έως 22 Δεκεμβρίου 1971, έλαβον χώραν εν Αθήναις συζητήσεις μεταξύ των δύο εν θέματι αποστολών εντός άτμοσφαιρας άμοιβαίας κατανοήσεως και έγκαρδιότητος.

Συμμετέσχον :

1. Από Έλληνικής πλευράς :

Πρόεδρος :

Α.Ε. Αντώνιος Κοράντης, Πληρεξούσιος Υπουργός, Διευθυντής Οικονομικών Υποθέσεων Υπουργείου Έξωτερικών.

Μέλη :

Χαράλαμπος Σαράφης, Προϊστάμενος του Τμήματος της Δ/σεως Αλιείας παρά τῷ Υπουργείῳ Έθνικῆς Οικονομίας.

Κωνσταντίνος Κριθαράς, Υποδιευθυντής παρά τῇ Αγροτική Τραπέζῃ τῆς Ελλάδος.

Αναστάσιος Σκοπελίτης, Γραμματεὺς Πρεσβείας.

Κωνσταντ. Λασκαρίδης, Εκπρόσωπος τῆς Ένώσεως Ελλήνων Έφοπλιστῶν Υπερποντίου Αλιείας ὡς ἐμπειρογνώμων.

Έλευθέριος Στρατηγάκης, Εκπρόσωπος τῆς Ένώσεως Ελλήνων Έφοπλιστῶν Υπερποντίου Αλιείας, ὡς ἐμπειρογνώμων.

Κωνστ. Ζαγοράς, Εκπρόσωπος τῆς Ένώσεως Ελλήνων Έφοπλιστῶν Υπερποντίου Αλιείας, ὡς ἐμπειρογνώμων.

2. Από πλευράς Μαυριτανίας :

Πρόεδρος :

Α.Ε. Σίντι Μπούνα Ούλντ Σίντι, Πρεσβευτής.

Μέλη :

Ιμπραχίμ Μπά, Διευθυντής Αλιείας παρά τῷ Υπουργείῳ Βιομηχανικῆς Αναπτύξεως.

Έλ Ουάλι Ν'Τάο, Προϊστάμενος του Έργαστηρίου Αλιείας και τῆς Ναυτικῆς Περιφερείας του Νουαντ-χίμπου.

Αἱ δύο αποστολαὶ ἐξήτασαν τὰ ἐξῆς σημεῖα ἀφορῶντα εἰς τὴν ἐφαρμογὴν τῆς Συμφωνίας Ελλάδος — Μαυριτανίας ὑπογραφείσης ἐν Νουακσῶτ τὴν 20ὴν Ἰουνίου 1969.

1) Γενικὴν κατάστασιν τῶν Μαυριτανῶν τῶν ναυτολογουμένων ἐπὶ τῶν ἐλληνικῶν πλοίων.

2) Καθεστὼς τῶν εἰς τὰ ἐλληνικὰ πλοῖα χορηγουμένων ἀδειῶν ἀλιείας.

3) Τὸ ἀνώτατον ὄριον ἰχθύων δυναμένων νὰ εἰσαχθοῦν εἰς Ελλάδα.

Αἱ δύο αποστολαὶ συνεφώνησαν ὅπως ἐπαγρυπνοῦν εἰς τὸ μέλλον διὰ τὴν πιστὴν ἐφαρμογὴν τῶν σχετικῶν μὲ τὰ σημεῖα ταῦτα ὅρων καὶ καθοριζομένων ἐν τῇ παρούσῃ συμφωνίᾳ.

Ἡ ἀντιπροσωπεῖα τῆς Μαυριτανίας ἔθεσεν ὑπ' ὄψιν τὴν ἐξέλιξιν τῶν συνθηκῶν αἵτινες ἐπεκράτουν κατὰ τὴν ὑπογραφὴν τῆς συμφωνίας καὶ ἐξέφρασεν τὴν ἐπιθυμίαν ὅπως γίνουιν διευθετήσεις τινὲς ἐπ' αὐτῆς. Αὗται ἀφεώρουν :

1. Τὸν ἀριθμὸν καὶ χωρητικότητα τῶν ἐλληνικῶν πλοίων δυναμένων νὰ τύχουν ἀδείας ἀλιείας εἰς τὰ μαυριτανικὰ ὕδατα.

2. Τὸ καθεστὼς τῶν ἀλιευμάτων τῶν πλοίων τούτων.

3. Τὸ ποσοστὸν τῶν καταβληθησομένων δικαιωμάτων.

4. Τὸν ἀριθμὸν τῶν μαυριτανῶν ναυτικῶν οἵτινες δέον νὰ ναυτολογοῦνται ἐπὶ τῶν ἐλληνικῶν πλοίων.

Ἡ ἐλληνικὴ ἀντιπροσωπεῖα ἐπεκαλέσθη τῶν ἐξῆς σημείων :

1. Συνέχισιν τῆς πειραματικῆς ἀλιείας τῆς γαρίδας κατὰ τὸ ἔτος 1972.

2. Τὴν ἀκολουθησομένην διαδικασίαν κατὰ τὴν ἐπιθεώρησιν τῶν ἀδειούχων ἐλληνικῶν πλοίων εἰς περίπτωσιν παραβίασεως τοῦ ἀνοίγματος τῶν δικτύων.

Αἱ δύο ἀντιπροσωπεῖαι, κατόπιν ἐνδελεχοῦς ἐξετάσεως τῶν διαφορῶν ἐγερθέντων σημείων, συνεφώνησαν ἐπὶ τῶν ἐξῆς :

1α. Ὁ ἀριθμὸς τῶν ἐλληνικῶν πλοίων τῶν δυναμένων νὰ τύχουν ἀδείας ἀλιείας εἰς τὰ ὕδατα τῆς Μαυριτανίας κατὰ τὸ 1972 ὠρίσθη εἰς 23 κατὰ μέγιστον ὅριον, ἀνωτάτης συνολικῆς χωρητικότητος 12.000 τόννων ὀλικῆς τοιαύτης.

β. Τὰ πλοῖα θὰ καταβάλλουν δικαίωμα ἀλιείας ὁρισθὲν εἰς 6875 φράγκα CFA ἀνὰ τόννον ὀλικῆς χωρητικότητος, ἐτησίως.

γ. Αἱ ἄδειαι ἀλιείας θὰ χορηγοῦνται ἐντὸς τοῦ πλαισίου ἐνὸς ἡμερολογιακοῦ ἔτους (ἀπὸ 1ης Ἰανουαρίου ἕως 31 Δεκεμβρίου) ἐπὶ τῇ προσκομίσει βεβαιώσεως περὶ καταβολῆς τῶν ὀφειλομένων δικαιωμάτων εἰς ἐπὶ τούτῳ ἀνοιχθέντα λογαριασμὸν ἐν Μαυριτανίᾳ.

2α. Ἡ ἀντιπροσωπεῖα τῆς Μαυριτανίας διευτύπωσεν τὴν εὐχὴν ὅπως ἡ ἐλληνικὴ πλευρὰ ἐνδιαφερόθῃ περισσότερον διὰ τὰς βιομηχανίας ἀλιείας τοῦ Νουαντζίμπου καὶ ἐξετάσῃ τὴν δυνατότητα ἐκφορτώσεως εἰς τὴν ξηρὰν τοῦ συνόλου τοῦ ἀλιεύματος τῶν ἐλληνικῶν πλοίων — ψυγείων.

β) Ἡ ἐλληνικὴ ἀντιπροσωπεῖα, ἀν καὶ ἀναγνωρίζει τὸ βάσιμον τοῦ αἰτήματος τῆς ἀντιπροσωπεῖας τῆς Μαυριτανίας ἀνέφερεν τὰς τεχνικὰς δυσκολίας αἰτίνες δὲν ἐπιτρέπουν τὴν ἔμμεσον ἱκανοποίησιν τούτου.

Ἐν πάσῃ περιπτώσει τὸ θέμα τοῦτο θὰ ἐξετασθῇ ὑπὸ ἐλληνικῆς πλευρᾶς ἣτις θὰ ὑποβάλῃ συγκεκριμένας προτάσεις ἐπ' αὐτοῦ εἰς τὴν ἀντιπροσωπεῖαν τῆς Μαυριτανίας κατὰ τὴν διάρκειαν τῆς διμεροῦς συσκέψεως ἣτις θὰ λάβῃ χώραν πρὸ τοῦ τέλους τοῦ ἔτους 1972.

3α. Ὁ ἀριθμὸς τῶν μαυριτανῶν ναυτικῶν οἰτίνες θὰ προσλαμβάνωνται ἐπὶ τῶν ἐλληνικῶν πλοίων ἀναπροσαρμόζεται ὡς ἐξῆς :

Πρώτη ὁμάς : 1 ναυτικὸς ἀνὰ πλοῖον

Δευτέρα ὁμάς : 3 ναυτικοὶ ἀνὰ πλοῖον

Τρίτη ὁμάς : 4 ναυτικοὶ ἀνὰ πλοῖον

Τετάρτη ὁμάς : 5 ναυτικοὶ ἀνὰ πλοῖον.

Ἐξαιρετικῶς ἐπιτρέπεται εἰς τὰ πλοῖα Κύκνος I, Κύκνος II καὶ Ζέφυρος III ὅπως προσλαμβάνουν 2 ναυτικούς τῆς ὁμάδος II.

β) Ἡ ἀντιπροσωπεῖα τῆς Μαυριτανίας ἐκφράζει τὴν εὐχὴν ὅπως οἱ Ἕλληνες ἐφοπλισταὶ μὴ δεσμεύωνται ἐκ τῆς ἀνωτέρω ἀναπροσαρμογῆς καὶ προσλαμβάνουν ἐπὶ τῶν πλοίων τῶν τὸν μεγαλύτερον δυνατὸν ἀριθμὸν μαυριτανῶν ναυτικῶν. Ἡ ἐλληνικὴ ἀντιπροσωπεῖα ἔλαβεν καλῶς ὑπ' ὄψιν τὴν εὐχὴν ταύτην.

γ) Οἱ ὅροι ἐπιβιβάσεως καὶ ἀποβιβάσεως ὡς καὶ τὸ καθεστὼς τὸ ὁποῖον θὰ διέτῃ τοὺς μαυριτανοὺς ναυτικούς ἐπὶ τῶν ἐλληνικῶν πλοίων θὰ εἶναι ὡς ὀρίζονται ἐν τῷ ὑπογράφεντι τῇ 28ῃ Σεπτεμβρίου 1970 ἐν Νουακσότ πρακτικῷ.

δ) Εἰς ὠρισμένους ἀριθμὸς ὑπευθύνων θέσεων, ἐντὸς τῶν ὁρίων τοῦ καθοριζομένου ἀνωτέρω ὀλικοῦ ἀριθμοῦ, θὰ ἡδύνατο νὰ διατεθῇ εἰς Μαυριτανοὺς τῇ αἰτήσει τῶν.

4α. Τῇ αἰτήσει τῆς ἐλληνικῆς ἀντιπροσωπεῖας, ἡ ἀντιπροσωπεῖα τῆς Μαυριτανίας ἐδέχθη κατ' ἀρχὴν τὴν συνέχισιν τῆς πειραματικῆς ἀλιείας τῆς γαρίδας διὰ τὸ ἔτος 1972.

β) Τὰ δυνάμενα νὰ τύχουν ἀδείας ἀλιείας γαρίδας ἐλληνικὰ πλοῖα δέον ὅπως :

— δὲν εἶναι μεγαλύτερα τῶν 400 τόννων ὀλικῆς χωρητικότητος.

— ἔχουν ἰσχύουσας κανονικὴν ἀδειαν ἀλιείας.

— καταβάλλουν συμπληρωματικὸν δικαίωμα ἀλιείας ὁρισθὲν εἰς 9.300 φράγκα C.F.A. ἀνὰ τόννον ὀλικῆς χωρητικότητος καὶ διὰ μίαν χρονικὴν περίοδον τεσσάρων μηνῶν ἀπὸ Σεπτεμβρίου μέχρι Δεκεμβρίου.

— ἀποφεύγουν νὰ χρησιμοποιοῦν δίκτυα κάτω τῶν 60 χιλστ. μετὰ τὴν ἀνωτέρω ὁρισθεῖσαν χρονικὴν περίοδον καὶ ἐκτὸς τῆς καθορισθείσης ζώνης ἀλιείας.

— αἱ ἄδειαι ἀλιείας τῆς γαρίδας θὰ χορηγῶνται κατὰ τὴν περίοδον τὴν προηγουμένην τῆς ἀνωτέρω ὀριζομένης ἐποχῆς ἀλιείας καὶ κατὰ τὸν αὐτὸν τρόπον ὡς καὶ αἱ συνήθεις ἄδειαι.

5. Εἰς περίπτωσιν καθ' ἣν ἤθελεν ἐλεγχθῇ πλοῖον διὰ παράβασιν τοῦ κανονισμοῦ περὶ δικτύων ἤθελεν δὲ διαπιστωθῇ ἡ παράβασις ὑπὸ ἀρμοδίου μαυριτανοῦ ὀργάνου, τὸ πλοῖον θὰ δύναται νὰ μὴ διακόψῃ τὴν ἀλιεῖαν του διὰ νὰ κατευθυνθῇ εἰς ἕνα μαυριτανὸν λιμένα ὑπὸ τοὺς ἐξῆς ὅρους :

α) Τὸ δίκτυον, ἀντικείμενον τῆς παραβάσεως, θὰ κατασχεταὶ ἐὰν αἱ ἀνωμαλῖαι του παρουσιάζονται καθ' ὅλον τοῦ τὸ μήκος. Ἐὰν αὐταὶ ἐμφανίζονται εἰς τὸν σάκκον τοῦ δικτύου, οὗτος μόνον θὰ ἀποτελῇ ἀντικείμενον κατασχέσεως.

β) Ὁ πλοίαρχος τοῦ ἀλιευτικοῦ οὐτινος ἐβεβαιώθη ἡ παράβασις θὰ καταθέτῃ παρὰ τῷ βεβαιώσαντι τὴν παράβασιν ὀργάνῳ ὑπεύθυνον δήλωσιν ἐν τῇ ὁποίᾳ οὗτος θὰ δεσμεύεται ἀλληλεγγύως μετὰ τοῦ ἐφοπλιστοῦ νὰ ἀποκαταστήσῃ, ἐντὸς 10ημέρου ἀπὸ τοῦ ἐπεισοδίου, τὰς ἐκ τῆς παραβάσεως ἐπελθούσας ζημίας.

Ἐγένετο ἐν Ἀθήναις τῇ 22α Δεκεμβρίου 1971, εἰς δύο πρωτότυπα, εἰς τὴν γαλλικὴν, καὶ τῶν δύο πρωτοτύπων ἐχόντων τὴν αὐτὴν ἰσχύιν.

Διὰ τὴν Κυβέρνησιν Διὰ τὴν Κυβέρνησιν
τοῦ Βασιλείου τῆς Ἑλλάδος τῆς Ἰσλαμικῆς Δημοκρατίας
τῆς Μαυριτανίας
ΑΝΤΩΝΙΟΣ ΚΟΡΑΝΤΗΣ ΣΙΝΤΙ ΜΠΟΥΝΑ ΟΥΑΝΤ
ΣΙΝΤΙ

(2)

Περὶ ἐγκρίσεως τῆς ἀπὸ 3 Σεπτεμβρίου 1972 συναφθείσης συμφωνίας μεταξὺ τῆς Βασιλικῆς Ἑλληνικῆς Πρεσβείας ἐν Ὀττάβα καὶ τοῦ Καναδικοῦ Ὑπουργείου Ἐμπορικῆς καὶ Βιομηχανικῆς Πολιτικῆς, ἐν σχέσει πρὸς τὰς εἰσαγωγὰς βαμβακερῶν νημάτων ἐξ Ἑλλάδος εἰς Καναδᾶν

ΟΙ ΥΠΟΥΡΓΟΙ

ΕΞΩΤΕΡΙΚΩΝ ΟΙΚΟΝΟΜΙΚΩΝ ΕΘΝ. ΟΙΚΟΝΟΜΙΑΣ

Ἐχοντες ὑπ' ὄψιν τὸ ἄρθρον 3 παραγρ. 2 τοῦ Νόμου 5426/1932 «περὶ περιορισμοῦ εἰσαγωγῆς ἐμπορευμάτων, ἀποφασίζομεν :

Ἐγκρίνομεν τὴν ἀπὸ 9 Σεπτεμβρίου 1971 καὶ 16 Σεπτεμβρίου 1971 συναφθεῖσαν Συμφωνίαν δι' ἀνταλλαγῆς ἐπιστολῶν μεταξὺ τῆς Βασιλικῆς Ἑλληνικῆς Πρεσβείας ἐν Ὀττάβα καὶ τοῦ Καναδικοῦ Ὑπουργείου Ἐμπορικῆς καὶ Βιομηχανικῆς Πολιτικῆς, ἐν σχέσει πρὸς τὰς εἰσαγωγὰς βαμβακερῶν νημάτων ἐξ Ἑλλάδος εἰς Καναδᾶν.

Τὰ κείμενα τῶν ἀνταλλαγεῖσων ἐπιστολῶν ἐπονται ἐν πρωτοτύπῳ εἰς τὴν ἀγγλικὴν γλῶσσαν καὶ ἐν μεταφράσει εἰς τὴν ἐλληνικὴν.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 10 Νοεμβρίου 1972

Ο ΠΡΩΘΥΠΟΥΡΓΟΣ

ΚΑΙ ΥΠΟΥΡΓΟΣ ΕΞΩΤΕΡΙΚΩΝ

ΓΕΩΡΓΙΟΣ ΠΑΠΑΔΟΠΟΥΛΟΣ

ΟΙ ΥΠΟΥΡΓΟΙ

ΕΘΝΙΚΗΣ ΟΙΚΟΝΟΜΙΑΣ
ΝΙΚΟΛΑΟΣ ΕΦΕΣΙΟΣ

ΟΙΚΟΝΟΜΙΚΩΝ
ΙΩΑΝΝΗΣ ΚΟΥΛΗΣ

Ottawa 4 Canada

Kia Oh5

September 9, 1971

His Excellency Byron Theodoropoulos,

Ambassador,

Royal Greek Embassy,

Chateau Laurier Hotel

Suite 110, Ottawa Ontario

Excellency :

I refer to the discussions which have taken place in Athens between the representatives of the Govern-

ment of Canada and the kingdom of Greece on August 16 and 17, 1971, regarding the restraint to be applied by the Government of Greece to exports to Canada of cotton yarns classified upon importation into Canada under Canadian Customs Tariff items 52101-1 and 52107-1.

I wish to confirm herewith on behalf of my Government acceptance of the terms of the Memorandum of Understanding signed by representatives of the Governments of Greece and Canada at the conclusion of the above consultations.

The text of the Memorandum of Understanding reads as follows (with the addition of «... copies of the...» in paragraph 3 as requested by the Greek authorities, and substitution of the word «arrangement» for «agreement» where applicable).

«1. This memorandum of Understanding sets out the arrangements which have been agreed between the Government of Canada and the Government of the Kingdom of Greece in accordance with the provisions of the Cotton Textiles Arrangement, regarding the restraint to be applied by the Government of Greece to exports to Canada of cotton yarn classified upon importation into Canada under Canadian Customs Tariff items 52101-1 and 52107-1.

2. The Governments of Canada and Greece agree that :

a) this arrangement relates to the twelve month period commencing September 1, 1971.

b) the restraint level for exports from Greece to Canada of the cotton yarns from Greece to Canada of the cotton yarns covered by this arrangement during this period will be established at 1.400.000 pounds.

3. The appropriate Greek authorities will provide copies of the export control licences as authorization of exports to Canada of cotton yarns covered by the arrangement to the effect that the shipment is within the agreed restraint level for export to Canada. The Canadian authorities may refuse entry to shipments of cotton yarns covered by this arrangement manufactured in Greece and not accompanied by the appropriate certification.

4. For the duration of this arrangement the Government of Canada undertakes to permit entry into Canada of the restricted cotton yarns from Greece under General Import Permit as long as exports of the cotton yarns covered by this arrangement from Greece to Canada do not exceed the quantity agreed upon.

5. The Governments of Canada and Greece will enter into consultations on request about any matter arising from or related to this arrangement.

6. The Governments of Canada and Greece will provide each other on request with any available statistical data relevant to this arrangement.

I would appreciate confirmation from the Greek authorities that the foregoing is acceptable to the Government of Greece as constituting an arrangement between our two Governments.

Yours sincerely
M. Schwarzmann,
Assistant Deputy Minister,
Trade and Industrial Policy

September 16, 1971

No 1697

Mr. M. Schwarzmann,
Assistant Deputy Minister,
Trade and Industry Policy,
Department of Industry, Trade and Commerce,
Ottawa

Sir,

I have the honour to acknowledge receipt of your letter dated September 9, 1971. I wish to confirm herewith on behalf of my Government the acceptance of the terms of the Memorandum of Understanding signed by representatives of our two Governments on August 17, 1971 in Athens regarding the imports of cotton yarns from Greece to Canada. The text of the Memorandum reads as follows :

«1. This Memorandum of Understanding sets out the arrangements which have been agreed between the Government of Canada and the Government of the Kingdom of Greece in accordance with the provisions of the Cotton Textiles Arrangement, regarding the restraint to be applied by the Government of Greece to exports to Canada of cotton yarns classified upon importation into Canada under Canadian Customs Tariff items 52101 — 1 and 52107—1.

2. The Governments of Canada and Greece agree that :

a) this arrangement relates to the twelve month period concerning September 1, 1971 ;

b) the restraint level for exports from Greece to Canada of the cotton yarns covered by this arrangement during this period will be established at 1.400.000 pounds.

3. The appropriate Greek authorities will provide copies of the export control licences as authorisation of exports to Canada of cotton yarns covered by the arrangement to the effect that the shipment is within the agreed restraint level for export to Canada. The Canadian authorities may refuse entry to shipments of cotton yarns covered by this arrangement manufactured in Greece and not accompanied by the appropriate certification.

4. For the duration of this arrangement the Government of Canada undertakes to permit entry into Canada of the restricted cotton yarns from Greece under General Import Permit as long as exports of the cotton yarns covered by this arrangement from Greece to Canada do not exceed the quantity agreed upon.

5. The Governments of Canada and Greece will enter into consultations on request about any matter arising from or related to this arrangement.

6. The Governments of Canada and Greece will provide each other on request with any available statistical data relevant to this arrangements.

Sincerely yours
BYRON THEODOROPoulos
Ambassador

Όττάβα, 4 Καναδάς
KIA OH5

9 Σεπτεμβρίου 1971

A.E. κ. Βύρωνα Θεοδωρόπουλον,
Πρέσβυν,
Έλληνική Βασιλική Πρεσβεία,
Ξενοδοχείον CHATEU LAURIER
Άριθ. 110,
Όττάβα, Καναδάς, Όντάριο

Έξοχώτατε,

Αναφέρομαι εις τας συζητήσεις τας λαβούσας χώραν έν Αθήναις μεταξύ τών εκπροσώπων τών Κυβερνήσεων Καναδά και του Έλληνικού Βασιλείου κατά την 16ην και 17ην Αύγουστου 1971 έν σχέσει πρός περιορισμόν ό όποϊος δέον νά εφαρμοσθή ύπό της Έλληνικής Κυβερνήσεως εις τας εξαγωγάς πρός Καναδάν διά τά βαμβακονήματα ταξινομού-

μενα διά την εισαγωγήν των εις Καναδῶν ὑπὸ τὰ στοιχεῖα 52101 - 1 καὶ 52107 - 1 τοῦ Καναδικοῦ Τελωνειακοῦ Δασμολογίου.

Διὰ τοῦ παρόντος ἐπιθυμῶ νὰ διαβεβαιώσω ἐκ μέρους τῆς Κυβερνήσεως μου τὴν ἀποδοχὴν τῶν ὄρων τοῦ Ὑπομνήματος Συμφωνίας ὑπογραφέντος ὑπὸ τῶν ἀντιπροσώπων τῆς Ἑλλάδος καὶ Καναδᾶ κατὰ τὴν λῆξιν τῶν ἀνωτέρω διαβουλεύσεων.

Τὸ κείμενον τοῦ Ὑπομνήματος Συμφωνίας ἔχει ὡς ἀκολούθως: (μετὰ τῆς προσθήκης τῶν λέξεων «ἀντίγραφα τῶν» εἰς τὴν παράγραφον 3 ὡς ἐξηγήθη ὑπὸ τῶν Ἑλληνικῶν Ἀρχῶν καὶ διὰ τῆς ἀντικαταστάσεως τῆς λέξεως «διακανονισμός» μὲ τὴν λέξιν «συμφωνία» ὅπου τοῦτο εἶναι ἐφαρμοσίμον).

«1. Τὸ παρὸν ὑπόμνημα Συμφωνίας ἀναφέρει τοὺς διακανονισμοὺς τοὺς συμφωνηθέντας μεταξὺ τῆς Κυβερνήσεως τοῦ Καναδᾶ καὶ τῆς Κυβερνήσεως τοῦ Βασιλείου τῆς Ἑλλάδος συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τῆς Διεθνούς Συμφωνίας ἐπὶ τῶν βαμβακουργικῶν τοὺς ἐν σχέσει πρὸς τοὺς περιορισμούς, οἵτινες δέον νὰ ἐφαρμοσθοῦν ὑπὸ τῆς Ἑλληνικῆς Κυβερνήσεως εἰς τὰς ἐξαγωγὰς βαμβακερῶν νημάτων πρὸς Καναδᾶν, ταξινομουμένων διὰ τὴν εισαγωγὴν εἰς Καναδᾶν ὑπὸ τὰ στοιχεῖα 52101 - 1 καὶ 52107 - 1 τοῦ Καναδικοῦ Τελωνειακοῦ Δασμολογίου.

2. Αἱ Κυβερνήσεις τοῦ Καναδᾶ καὶ τῆς Ἑλλάδος συμφωνοῦν τὰ κάτωθι :

α) ἡ παροῦσα σύμβασις ἀφορᾷ εἰς τὴν 12μηνον περίοδον τὴν ἀρχομένην ἀπὸ 1ης Σεπτεμβρίου 1971.

β) τὸ ὅριον περιορισμοῦ δι' ἐξαγωγὰς τῆς Ἑλλάδος πρὸς τὸν Καναδᾶν τῶν βαμβακερῶν νημάτων τὰ ὅποια καλύπτονται διὰ τῆς παρούσης συμβάσεως κατὰ τὴν ἀνωτέρω περίοδον, ὁρίζεται εἰς 1.400.000 λίμπρας.

3. Αἱ ἀρμόδιαι Ἑλληνικαὶ ἀρχαὶ θὰ παρέχουν ἀντίγραφα τῶν ἀδειῶν ἐλέγχου ἐξαγωγῆς ὡς ἐγκρίσιν πραγματοποιήσεως τῆς ἐξαγωγῆς εἰς Καναδᾶν διὰ βαμβακερὰ νήματα τὰ ὅποια καλύπτονται ὑπὸ τῆς Συμφωνίας εἰς τρόπον ὥστε αἱ φορτώσεις νὰ εὐρίσκωνται ἐντὸς τοῦ συμπεφωνημένου ἐπιπέδου περιορισμοῦ δι' ἐξαγωγὰς εἰς Καναδᾶν. Αἱ Καναδικαὶ ἀρχαὶ δυνατόν νὰ ἀρνηθοῦν εἰσαγωγὴν εἰς φορτία βαμβακερῶν νημάτων κατασκευαζομένων ἐν Ἑλλάδι τὰ ὅποια καλύπτονται ὑπὸ τῆς συμφωνίας ταύτης, ἐφόσον ταῦτα δὲν συνοδεύονται ὑπὸ τοῦ οἰκείου πιστοποιητικοῦ.

4. Κατὰ τὴν διάρκειαν τῆς παρούσης συμφωνίας, ἡ Κυβέρνησις τοῦ Καναδᾶ ἀναλαμβάνει νὰ ἐπιτρέψῃ τὴν εἰσαγωγὴν εἰς Καναδᾶν τῶν ὑπὸ περιορισμὸν βαμβακερῶν νημάτων ἐξ Ἑλλάδος βάσει τοῦ Συστήματος τῆς Γενικῆς Ἀδείας Εἰσαγωγῆς, ἐφόσον αἱ ἐξαγωγαὶ ἐξ Ἑλλάδος εἰς Καναδᾶν τῶν βαμβακερῶν νημάτων τῶν περιλαμβανομένων εἰς τὴν παροῦσαν σύμβασιν, δὲν ὑπερβαίνουν τὴν ἀνωτέρω ἀναφερθεῖσαν ποσότητα.

5. Αἱ Κυβερνήσεις Καναδᾶ καὶ Ἑλλάδος θὰ προέρχωνται εἰς διαβουλεύσεις τῇ αἰτήσει των δι' οἰονδήποτε θέμα ἐγειρόμενον ἐκ τοῦ παρόντος διακανονισμοῦ ἢ σχέσιν ἔχον πρὸς αὐτόν.

6. Αἱ Κυβερνήσεις Καναδᾶ καὶ Ἑλλάδος θὰ παρέχουν ἀμοιβαίως κατόπιν αἰτήσεως οἰονδήποτε διαθέσιμον στατιστικὸν στοιχεῖον σχετικὸν πρὸς τὸν παρόντα διακανονισμόν.

Θὰ ἐξετίμων ἐπιβεβαιώσιν τῶν Ἑλληνικῶν Ἀρχῶν ὅτι τὰ ἀνωτέρω γίνονται ἀποδεκτὰ ὑπὸ τῆς Ἑλληνικῆς Κυβερ-

νήσεως ὡς συνιστῶντα συμφωνίαν μεταξὺ τῶν δύο Κυβερνήσεών μας».

Μετὰ τιμῆς
Μ. ΣΒΑΡΤΣΜΑΝΝ,
Βοηθὸς Ὑφυπουργὸς
Ἐμπορικῆ καὶ Βιομ. Πολιτικῆς

Ἀριθ. 1697

16 Σεπτεμβρίου 1971

Κύριε,

Ἔχω τὴν τιμὴν νὰ γνωρίσω λῆψιν τῆς ἐπιστολῆς σας τῆς 9ης Σεπτεμβρίου 1971. Ἐπιθυμῶ δὲ νὰ ἐπιβεβαιώσω ἐκ μέρους τῆς Κυβερνήσεώς μου τὴν ἀποδοχὴν τῶν ὄρων τοῦ Ὑπομνήματος Συμφωνίας, ὑπογραφέντος ὑπὸ ἐκπροσώπων τῶν ἡμετέρων Κυβερνήσεων τὴν 17ην Αὐγούστου 1971, ἐν Ἀθήναις ἐν σχέσει πρὸς εἰσαγωγὰς βαμβακερῶν νημάτων ἐξ Ἑλλάδος εἰς Καναδᾶν. Τὸ κείμενον τοῦ Ὑπομνήματος ἔχει ὡς ἀκολούθως :

«1. Τὸ παρὸν ὑπόμνημα Συμφωνίας περιγράφει τὸν διακανονισμόν τὸν συμφωνηθέντα μεταξὺ τῆς Κυβερνήσεως τοῦ Καναδᾶ καὶ τῆς Κυβερνήσεως τοῦ Βασιλείου τῆς Ἑλλάδος, συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τῆς Συμφωνίας ἐπὶ τῶν Βαμβακουργικῶν, ἐν σχέσει πρὸς τὸν περιορισμὸν ὁ ὁποῖος θὰ ἐφαρμοσθῇ ὑπὸ τῆς Κυβερνήσεως τῆς Ἑλλάδος εἰς τὰς ἐξαγωγὰς πρὸς Καναδᾶν βαμβακερῶν νημάτων ταξινομουμένων κατὰ τὴν εἰσαγωγὴν εἰς Καναδᾶν ὑπὸ τὰ στοιχεῖα ὑπ' ἀριθ. 52101-1 καὶ 52107-1 τοῦ Καναδικοῦ Τελωνειακοῦ Δασμολογίου.

2. Αἱ Κυβερνήσεις Ἑλλάδος καὶ Καναδᾶ συμφωνοῦν ὅπως :

α) Ὁ διακανονισμὸς οὗτος ἀφορᾷ τὴν 12μηνον περίοδον τὴν ἀρχομένην ἀπὸ 1ης Σεπτεμβρίου 1971.

β) τὸ ἐπίπεδον περιορισμοῦ ἐξαγωγῶν ἐξ Ἑλλάδος πρὸς Καναδᾶν βαμβακερῶν νημάτων καλυπτομένων ἐκ τῆς παρούσης συμβάσεως κατὰ τὴν ἀνωτέρω περίοδον, ὁρίζεται εἰς 1.400.000 λίμπρας.

3. Αἱ ἀρμόδιαι Ἑλληνικαὶ ἀρχαὶ θὰ παρέχουν ἀντίγραφα τῶν ἀδειῶν ἐλέγχου ἐξαγωγῆς ὡς ἐγκρίσιν πραγματοποιήσεως τῆς ἐξαγωγῆς εἰς Καναδᾶν διὰ τὰ βαμβακερὰ νήματα τὰ ὅποια καλύπτονται ὑπὸ τῆς παρούσης συμβάσεως, οὕτως ὥστε αἱ φορτώσεις νὰ εὐρίσκωνται ἐντὸς τοῦ συμπεφωνημένου ἐπιπέδου ἐξαγωγῆς εἰς Καναδᾶν. Αἱ Καναδικαὶ ἀρχαὶ δυνατόν νὰ ἀρνηθοῦν τὴν εἰσαγωγὴν φορτίου βαμβακερῶν νημάτων, καλυπτομένων ὑπὸ τῆς παρούσης συμβάσεως καὶ κατασκευαζομένων ἐν Ἑλλάδι, ἐφόσον τοῦτο δὲν συνοδεύεται ὑπὸ τοῦ οἰκείου πιστοποιητικοῦ.

4. Κατὰ τὴν διάρκειαν τῆς παρούσης συμβάσεως ἡ Κυβέρνησις τοῦ Καναδᾶ ἀναλαμβάνει νὰ ἐπιτρέψῃ τὴν εἰσαγωγὴν εἰς Καναδᾶν τῶν ὑπὸ περιορισμὸν βαμβακερῶν νημάτων ἐξ Ἑλλάδος βάσει τοῦ Συστήματος τῆς Γενικῆς Ἀδείας Εἰσαγωγῆς ἐφ' ὅσον αἱ ἐξαγωγαὶ ἐξ Ἑλλάδος εἰς Καναδᾶν βαμβακερῶν νημάτων τὰ ὅποια καλύπτονται ὑπὸ τοῦ παρόντος διακανονισμοῦ, δὲν ὑπερβαίνουν τὴν συμφωνηθεῖσαν ποσότητα.

5. Αἱ Κυβερνήσεις Καναδᾶ καὶ Ἑλλάδος θὰ προέρχωνται εἰς διαβουλεύσεις κατόπιν αἰτήσεως, δι' οἰονδήποτε θέμα ἐγειρόμενον ἢ σχετικόν, πρὸς τὸν παρόντα διακανονισμόν.

6. Αἱ Κυβερνήσεις Καναδᾶ καὶ Ἑλλάδος θὰ παρέχουν ἀμοιβαίως, κατόπιν αἰτήσεως, οἰονδήποτε διαθέσιμον στατιστικὸν στοιχεῖον σχετικὸν πρὸς τὸν παρόντα διακανονισμόν.

Μετὰ τιμῆς
Βύρων Θεοδωρόπουλος